

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 176 - VENDREDI 19 AVRIL 2013

LA CANAILLE DU FAUBOURG

PSA, Petroplus...
Poursuite de la méthode Jospin.
Avec le succès que l'on sait.

AGENDA MILITANT

→ 21 avril

Paris [Sainte ISO, protégez-nous !](#),
Régine Marty

→ 23 avril

Genève [Pour le désarmement](#)

→ 24 avril

Rennes [Assemblée citoyenne](#)

À LIRE SUR communistesunitaires.net

→ **Démocratie, pouvoir...**

[L'État en question](#), R. Moustard,
M. Mourereau, Chr. Laval

→ **Culture**

[Le Silence, c'est la mort -
Soutien à J.L. Martinelli](#), Fabien Salvi

→ **Initiatives**

[Contre la banalisation de la haine](#)

→ **À lire**

[Les intellectuels et la stratégie
communiste](#), Marco Di Maggio

→ **Débats**

[Changer de république, une urgence pour
la gauche](#), Roger Martelli

[Frédéric Lordon au risque de
l'antipolitique](#), François Calaret

Sur qui compter ?

Voilà le choc de transparence tant attendu ! Chacun y va de sa déclaration de patrimoine... invérifiable et inutile. Déjà l'ambition affichée sème la confusion : "Moraliser la vie politique". Le Président ne pouvait faire mieux pour jeter le discrédit sur l'ensemble des élus.

Mais l'objectif est ailleurs. Préserver le capitalisme en l'état. Surtout ne rien mettre en travers de la route des puissants, telle est la mission de François Hollande pour les quatre ans qui lui restent à tenir.

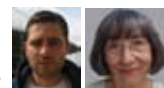
Il ne suffit pas de faire les gros yeux aux banquiers pour assister, ô miracle, à la disparition des paradis fiscaux. Ni de verser dans un dangereux populisme en jetant la suspicion sur les élus.

Il existe une méthode simple pour dompter la finance. Elle commence par la redéfinition indispensable, avec les citoyens et les salariés concernés, des missions de l'administration fiscale et du secteur bancaire public et privé. L'administration fiscale aussi s'inscrit dans un projet de société. Comment celle-ci pourrait-elle lutter contre les riches fraudeurs dès lors que, touchée de plein fouet par l'austérité, ses effectifs ne cessent d'être réduits et ses missions rabotées, tant aux Impôts, au Trésor, aux Douanes qu'à la Répression des fraudes ? Quant aux banquiers, ils n'ont pas dû être terrifiés en apprenant qu'ils devraient désormais déclarer toutes leurs filiales de par le monde. La belle affaire ! Qui contrôlera ces déclarations ? Le Président oserait-il contourner le secret bancaire ? Prendre le contrôle de ces mêmes banques serait autrement plus efficace. C'est une nationalisation de tout le secteur bancaire qui devrait être à l'ordre du jour.

Autre aspect mis en lumière : ce sont au bas mot 50 milliards de fraude fiscale qui échappent au budget de l'État chaque année, soit plus de la moitié du déficit budgétaire annuel, ces fameux 3 %, ou encore l'équivalent du montant payé aux banques en intérêts de la dette. N'y a-t-il pas là matière à examiner publiquement cette dette ? D'où vient-elle, qui la détient ? À qui sont versés chaque année ces intérêts qui "légitimement" l'austérité pour les autres ? À ceux-là même qui fraudent ? Nous suggérons à David Pujadas de poser la question au Président la prochaine fois.

Il y a bien quelques mesures simples à prendre pour une gauche qui voudrait changer ce monde et empêcher la bourgeoisie de continuer à nuire aux hommes et à la planète. Cela demande du courage politique et d'assumer une lutte de classe. Mais peut-on réellement attendre quoi que ce soit d'un président qui nomme des ministres qui n'ont « jamais cru à la lutte des classes » ? Alors sur qui doit compter le peuple ? La réponse est dans la question.

● Julien Diudonnat Michèle kiintz



Communisme et libertés

L'urgence de communisme (1) est le fil conducteur, sur deux ans, du séminaire Communisme à Paris et des ateliers organisés dans l'Allier, le Morbihan, par les Communistes unitaires. Voici aujourd'hui des extraits de la soirée du 5 mars 2013 à Aubagne (13) sur le thème "Communisme et Libertés".

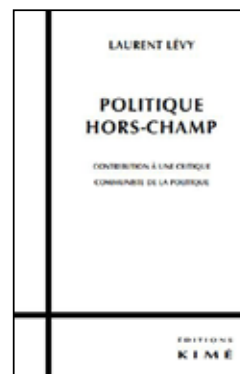
Le communisme, ce sont les libertés émancipatrices

Intervention de Laurent Lévy (2)

Pour réfléchir sur ce thème de Communisme et Libertés, je propose de dériver à partir d'une citation d'un auteur communiste s'il en fut puisqu'il s'agit de Lénine, qui écrivait en 1917 : « *Tant que l'État existe, il n'y a pas de liberté. Quand il y aura la liberté, il n'y aura plus d'État* ». Ce sont deux phrases extraites de *L'État et la révolution*, un livre écrit en pleine tourmente révolutionnaire, et dont le cœur est la théorie marxiste de l'État. On voit que ces deux phrases s'inscrivent dans deux temporalités différentes, l'une au présent, l'autre au futur. Voilà qui en dit beaucoup déjà sur les rapports entre communisme et libertés, puisque la théorie de l'État telle que Lénine la conçoit est une théorie du dépérissement de l'État avec la révolution. Autrement dit, il y a l'idée que la liberté

est dans un futur non pas absolument indéterminé, mais "accompagnant" le dépérissement de l'État qui est l'objet, le cœur même de ce que la révolution doit faire quant à l'État. C'est une conception qui est aujourd'hui souvent mise en cause, un certain nombre d'auteurs contestent le principe même du dépérissement de l'État. Je m'en tiendrai pour le moment à cette formule-là.

Il s'agit de croiser un concept d'une grande abstraction, "liberté", avec ce qui est une donnée concrète : le communisme comme mouvement réel. Le concept de liberté est d'une véritable abstraction, trop grande à vrai dire pour pouvoir se contenter de dire qu'on est "pour la liberté". On est bien sûr pour la liberté, mais de quoi parle-t-on quand on est pour la liberté ? En général,



Éditions Kimé,
Coll. Philosophie en
cours, 411 pages, 28 €.
Voir l'entretien avec
Laurent Lévy,
Cerises n°150

quand on veut pouvoir en parler de manière concrète, on la ramène à des "droits". Vous aurez la liberté d'expression qui va avec le droit de s'exprimer ; la liberté de circulation qui va avec le droit de pouvoir circuler ; les libertés religieuses, le droit d'exercer sa religion, etc. ; les libertés politiques, qui sont le droit de pouvoir s'organiser pour transformer la société, pour contester l'ordre existant, ou pour le conforter le cas échéant. Qu'en est-il de la liberté d'opinion, ●●●

(1) "Face à l'aliénation capitaliste l'urgence de communisme", titre du dossier de Cerises n°167

(2) Cette intervention comme l'encadré en page 8 résultent d'une première transcription de l'enregistrement de la soirée. L'intégralité des échanges de la soirée seront mis en ligne sur le site www.comunistesunitaires.net, rubrique "Ce que nous entendons par communisme".

●●● qui fait partie de ces libertés auxquelles on ramène assez facilement la notion de liberté tout court ? La liberté d'opinion, ce serait le droit d'avoir l'opinion qu'on veut, mais, comme la liberté de conscience, on pourrait dire que cela ne veut pas dire grand-chose, puisque si personne ne peut vous empêcher d'avoir une opinion, on peut vous empêcher de l'exprimer. Et s'il n'y a pas par ailleurs la liberté d'être informé, la liberté de discuter, de débattre, il est difficile de se forger une opinion. Donc on voit que des libertés peuvent être corrélées les unes aux autres, et rendues vaines si certaines existent et d'autres pas. Cet exemple est particulièrement saillant de ce point de vue : sans liberté de débat et possibilité matérielle de débattre, la liberté d'opinion est une chose relativement vaine. Cela suppose aussi, par exemple, la liberté de la presse ; liberté qui, elle-même, ne peut pas être simplement affirmée, parce que cela suppose la possibilité pour une presse libre, pour une presse d'opinion d'exister, etc.

J'ai ramené la notion de liberté à celle de droit, et on arrive à ce paradoxe que le droit étant plus ou moins lié à la notion d'État, on ramène les libertés à la notion d'État. S'il y a État, il n'y a pas de liberté, mais les libertés sont conçues comme liées à l'État. La solution de ce paradoxe c'est que les libertés entretiennent avec l'État un rapport "contre" ; il s'agit de savoir les droits qu'on a, c'est-à-dire les interdictions qu'on n'a pas. L'État ne confère pas des droits, on peut simplement regarder quels sont ceux qu'il ne confère pas, quels sont ceux auxquels

il s'oppose. Par exemple, l'État n'a pas à conférer la liberté de circulation, mais il peut s'y opposer. La liberté, c'est donc, dans sa réalité concrète, quelque chose qui s'impose contre les pouvoirs, contre les pouvoirs d'État en particulier.

Droit et État, ce n'est pas forcément la même chose, mais dans les sociétés développées, il n'y a pas de droit sans État et il n'y a pas d'État sans droit. C'est de ce point de vue, parce que le communisme s'oppose frontalement à l'État, et que

**L'essentiel des libertés
qui intéressent
le communisme,
ce sont les libertés
qui permettent d'agir
sur le présent,
d'intervenir
dans la société,
d'intervenir dans la vie
politique au sens large,
mais aussi l'ensemble
des droits qui permettent
à chacun de s'appropriier
la vie politique.**

les libertés s'expriment contre le pouvoir de l'État, qu'il y aurait coïncidence entre communisme et libertés. Dans les exemples que j'ai donnés, et je crois que cela serait le cas de tous les autres exemples, la notion de liberté renvoie à la notion



Rosa Luxemburg : « La liberté, c'est toujours la liberté de celui qui pense autrement. »

de liberté individuelle. C'est-à-dire que la liberté, c'est toujours la liberté pour chacun de se déplacer, de s'exprimer, d'avoir son opinion, d'être informé, etc. Et cela aussi renvoie à l'idée communiste de l'émancipation de chacun et chacune comme condition de l'émancipation de tous et de toutes.

Donc aucune liberté n'est assurément négligeable, mais il y a lieu d'examiner celles qui concourent concrètement à l'émancipation et celles qui n'y concourent pas. Par exemple, qu'en est-il de la liberté d'entreprendre ? Est-ce qu'il y a une liberté d'entreprendre, est-ce que cela signifie quelque chose de concret, est-ce que cela rentre dans le cadre de ce que l'on appelle "les libertés" ? J'ai tendance à penser que oui. Mais cela pourrait se discuter. Et puis, on pourrait imaginer la liberté de tuer ? Est-ce que cela fait partie de la liberté ? Donc, il y a des libertés qui sont émancipatrices, des libertés dont la conquête contribue à l'émancipation et qui sont celles pour lesquelles le combat communiste a un sens. Et puis il y a bien sûr des interdictions, des ordres, des droits refusés par la société sans que, pour autant, cela soit une atteinte à la recherche de l'émancipation. ●●●

●●● On ne peut donc pas dire que de ce point de vue le communisme soit du côté de toutes les libertés. Le communisme, ce sont les libertés émancipatrices. Est-ce qu'il est du côté de "la liberté" en général ? Ce que j'ai dit laisse entendre qu'il n'y a pas de notion de liberté en général. Que la liberté se conjugue toujours au pluriel, ou n'existe qu'à travers des exemples concrets, qu'à travers des cas particuliers. En tout cas, il y a dans tout cela les libertés politiques, au sens très large. L'essentiel des libertés qui intéressent le communisme sont les libertés qui permettent d'agir sur le présent, d'intervenir dans la société, d'intervenir dans la vie politique, mais la vie politique au sens large, c'est-à-dire non pas seulement la liberté de voter, la liberté d'élire des représentants, ni même seulement la liberté de s'organiser en vue de ces objectifs-là, mais aussi l'ensemble des libertés associatives, l'ensemble des droits qui permettent à chacun de s'approprier la vie politique.

Pourquoi est-ce nécessaire au communisme lui-même, pris, cette fois, comme combat et non pas seulement comme mouvement réel qui transforme notre existant, ni comme émancipation de tous et de chacun ? Eh bien, parce que l'exercice des libertés politiques est une école de politique. C'est ce que disait Rosa Luxemburg pour justifier que la liberté, cela ne pouvait pas être la liberté seulement de ceux qui pensent comme nous. Elle disait que non seulement on a besoin de débattre politiquement, mais on ne peut avancer dans ses propres opinions politiques que dans le débat avec ceux qui à priori ne sont pas d'accord ;

si ceux qui ne sont pas d'accord avec moi n'ont pas le droit de s'exprimer, je perds la possibilité d'aiguiser mes propres conceptions. Si on se trouve dans cette situation où l'apprentissage de la politique est restreint par la limitation des libertés politiques, alors la politique ne peut être appropriée que par les privilégiés qui peuvent débattre, qui disposent, qui jouissent des libertés politiques.

**L'État néolibéral
est un État
particulièrement hostile
aux libertés, est un frein
aux libertés
et peut-être
que l'existence d'un État
hypertrophié
est l'une des
caractéristiques des
situations
dans lesquelles
il est porté atteinte
aux libertés.**

Tout cela semble très rose : je semble dire qu'il n'y a aucun problème entre le communisme et la liberté et qu'au contraire communisme et libertés vont forcément d'un même pas. On pourrait alors se demander pourquoi il y a ce contentieux historique dans le débat public entre communisme et libertés ? Ce contentieux, ce reproche fait au communisme de s'opposer à la liberté,

n'est pas limité à la question du stalinisme. C'est d'abord une question beaucoup plus ancienne, les libertaires s'opposaient aux marxistes à la fin du XIX^e siècle ; il y a toute une rhétorique qui tend à dire que les communistes seraient des ennemis des libertés parce qu'ils seraient les amis de l'égalité. C'est une question qui est effectivement posée, mais c'est d'abord une accusation qui est faite aux communistes, et plus généralement aux égalitaristes. On leur dit : « *L'égalité suppose des atteintes à la liberté.* » C'est-à-dire que la liberté elle-même devrait aboutir à des situations inégalitaires, devrait naturellement et normalement aboutir à des situations inégalitaires.

On en revient là à "de quelle liberté parle-t-on ?" Et il est certain que la liberté d'exploiter est ramenée par la pensée émancipatrice au même rang que la liberté de voler ou la liberté de tuer ; c'est-à-dire à des libertés dont il est naturel - je veux dire normal, compréhensible, admissible - qu'elles soient restreintes par le droit. Alors l'ensemble de ces questions-là se posent et continuent de se poser d'autant plus dans le cadre qui est le nôtre, d'un néo-libéralisme autoritaire, dans lequel l'État - même s'il se décharge de plus en plus des services publics, etc., - est absolument hypertrophié. Car s'il n'y a pas de libertés tant que dure l'État, l'État néolibéral est un État particulièrement hostile aux libertés, est un frein aux libertés et peut-être que l'existence d'un État hypertrophié est l'une des caractéristiques des situations dans lesquelles il est porté atteinte aux libertés. ●●●

La société du libre développement de l'individu Égalité ET liberté

Intervention de Roger Martelli (3)

L'étonnant n'est pas dans la question posée, mais dans le fait que nous nous posions la question. Que dit en effet le *Manifeste* fondateur, celui de 1848 ? Que l'alternative de la société bourgeoise sera « *une association où le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous* ».

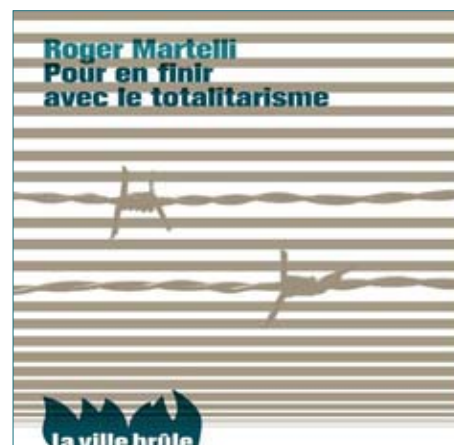
Si, malgré tout, nous nous interrogeons sur le lien du communisme et de la liberté, c'est que nos dilemmes actuels sont le fruit d'un vaste et tragique renversement. Nous – les “communistes” – sommes partis historiquement du constat que la liberté du capital se confondait avec cette négation concrète de la liberté qui est l'aliénation du travail. De là est née la conviction que la désaliénation des individus passait par le préalable de la libération collective de la classe compacte des producteurs de l'industrie ; que cette désaliénation supposait le bris de l'État ; que le bris à son tour présupposait la “prise” de l'État et son occupation “provisoire” ; le tout s'inscrivant dans une rupture révolutionnaire dont le signe tangible était simple : l'État change de mains.

On sait que, malgré les mises en garde récurrentes (de Bakounine à Luxemburg) et malgré les intuitions théoriques

de Marx (*La Guerre civile en France*) et de Lénine (*L'État et la révolution*), cette logique a débouché sur le contraire de son projet libérateur : un despotisme totalitaire. Au mieux, ce n'est pas l'État qui a changé de main, mais le cigare qui a changé de bouche...

**Le stalinisme
n'est pas la vérité
du communisme,
mais une de ses bifurcations
historiques ; (...)
il existe pourtant,
dans le bolchevisme
et dans le marxisme
lui-même, des lignes
de fragilité ou de faille
ou encore des points
aveugles
qui ont facilité la
bifurcation et l'inversion.**

En apparence, nous restons condamnés à un choix en forme d'impasse : d'un côté la loi d'airain du capital, de l'autre l'omnipotence de l'État ; d'un côté la dictature des marchés, de l'autre le despotisme



Edition La ville brûle, 10 € 160 p (à noter : une très riche bibliographie). Voir l'entretien avec Roger Martelli dans *Cerises* n°165.

de l'anti-marché. Ajoutons que l'on sait, désormais, que les mots protecteurs ne suffisent pas : une dictature peut se vouloir “démocratique”, “provisoire”, elle n'en reste pas moins une dictature...

La question n'est pas de disserter en général sur “communisme et liberté”, mais de savoir à quelles conditions on peut échapper au couple infernal de la pseudo-liberté et de la non-liberté. À mes yeux, cela suppose de suivre quatre pistes de réflexion :

1. Qu'est-ce qui a produit historiquement l'inversion ?

Deux discours longtemps face-à-face : d'un côté, le discours “totalitariste” (Furet) qui veut que le despotisme soit en germe dans le projet subversif (les contre-révolutionnaires du XVIII^e siècle expliquaient déjà que les révolutionnaires de 1789 avaient déchaîné les foudres de la démesure en remettant en question l'ordre pluriséculaire voulu ●●●

●●● par la Providence divine) ; en face, le discours inverse qui renvoie le “dérangement” au “contexte” ou aux “circonstances”. Le stalinisme est une conséquence nécessaire du parti pris communiste ; le stalinisme n'est pas du communisme. Dans un cas, le communisme historique est liberticide par fondation ; dans l'autre cas, il n'a rien à voir avec ce qui s'est commis en son nom.

Je n'accepte ni l'un ni l'autre de ces discours. Je résume seulement mon propos : le stalinisme n'est pas la vérité du communisme, mais une de ses bifurcations historiques ; il y a rupture entre la phase léninienne et la phase stalinienne, la seconde n'étant pas la continuation de la première ; il existe pourtant, dans le bolchevisme et dans le marxisme lui-même, des lignes de fragilité ou de faille ou encore des points aveugles qui ont facilité la bifurcation et l'inversion.

Parmi ces failles, j'en retiens ici trois :

- *La classe*, tout d'abord. Comment l'entendre ? La classe qui doit se substituer à l'ancienne classe dominante, en utilisant ses instruments, non sans un certain esprit de revanche sociale, dont s'est amplement nourri le pouvoir stalinien ? La classe qui, en affirmant ses droits, se place dès maintenant du point de vue de la dilution nécessaire de toutes les classes ? Classe contre classe, ou lutte de classe pour un projet continu de dépassement des classes ?

- *La démocratie*, ensuite. Qui est au fond le communiste ? Celui qui combat la démocratie bourgeoise, dite formelle, au nom de la primauté des contenus sur les formes ? Ou bien celui qui perçoit en elle une valeur universelle qui dépasse le cadre social étriqué de ses origines ? Celui qui porte déjà en lui l'image achevée d'une autre démocratie, radicalement différente de celle qu'assuma la bourgeoisie triomphante ? Ou bien celui

qui tente déjà de la faire exister, partout où c'est possible, le plus loin possible, pour qu'elle ne soit pas une abstraction ou une institution séparée ? Dans un cas, on substitue ; dans l'autre cas, on dépasse. Dans un cas, on oppose une autre démocratie (prolétarienne) à la démocratie existante (bourgeoise), ou on installe des embryons de démocratie alternative (contre-pouvoirs) à l'intérieur des dispositifs institués ; dans l'autre cas, on subvertit l'existant, tout en expérimentant d'autres possibles.

**La société du libre
développement
de l'individu ne repose
pas sur l'accumulation
infinie des biens,
des marchandises
et des signes abstraits
de richesse, mais
sur le développement
durable des capacités
humaines.**

- *Le parti*, enfin. Qu'est-ce que le parti révolutionnaire ? L'avant-garde porteuse de la connaissance ou de la raison, éclairant de ses lumières le peuple aliéné, bafoué, trompé, aveuglé ? L'intégrateur politique, culturel, éthique, de toutes les potentialités et contraintes qui naissent du réel ? Le groupe soudé par un discours univoque et perpétuellement contrôlé, parce qu'il ne veut pas des faux-semblants de la politique installée ? Le collectif volontaire et ouvert rassemblé autour d'un but et d'une morale, et qui cherche sans relâche, à plusieurs voix, à expérimenter l'avenir ?

Sur tous ces points, la totalité du discours fondateur se révèle fluctuante, incertaine ou muette. S'il y a des failles dans ce corpus, le retour à la situation d'avant

toute bifurcation est impossible. Il ne suffit pas de revenir au “vrai” Lénine ou au “vrai” Marx. Il n'est pas plus pertinent de s'en débarrasser : dans l'absolu, par exemple, la vérité de l'anarchisme n'est pas supérieure à celle du communisme de la souche Marx. La seule méthode possible consiste donc à repenser, c'est-à-dire à nier et à continuer dans un même mouvement.

2. Que faut-il dépasser, pour retrouver la dynamique vertueuse de la liberté ?

a. *Il faut retravailler des pôles antithétiques classiques :*

* *Individu et collectif*. Souvenons-nous de la phrase initiale (la liberté de chacun comme condition du libre développement de tous) : elle a été lue exactement à contre-sens (la liberté de tous comme condition de la liberté de chacun). Pourquoi le contre-sens ? Parce qu'on a confondu l'individuation (forme anthropologique de long souffle) et l'individualisme (forme sociale contingente). Or l'individuation est constitutive de l'humanisation. Donc le conflit n'est pas entre l'individu et le collectif, mais entre deux conceptions de l'individu : l'individu monade du capitalisme, concurrent de tous les autres sur la scène du marché, d'un côté ; de l'autre côté, l'individu solidaire, personne irréductiblement distincte de toutes les autres et rattachée à elles par la conscience du bien commun. Si l'on choisit le second terme, la liberté se confond avec l'autonomie, qui n'est ni la fusion ni la séparation. Alors, les valeurs se déplacent et se complexifient : la différence n'est pas séparable de la ressemblance ; l'uniformité (tous égaux parce que tous ressemblants) ne se confond pas avec l'égalité (tous égaux dans la dissemblance). Le moteur n'est pas la compétitivité des agents, mais la capacité des personnes. Quant au collectif, il n'est ni la fusion des individus ●●●

●●● (je dois tout au parti, je ne peux pas avoir raison contre le parti...), ni leur simple juxtaposition (à la limite de ce que l'on appelle "l'individualisme méthodologique", il n'y a pas de société, mais une collection d'individus) : il devrait se penser comme leur libre association.

* *Étatisme et libéralisme.* Depuis le XIX^e siècle, on a pris l'habitude de les opposer en pratique. L'idée révolutionnaire, périodiquement, a redécouvert le caractère aliénant, non pas de l'État en général, mais de l'État "séparé", de l'appareil qui se distingue de la société pour proclamer et gérer en son nom "l'intérêt général". Mais, dans la pratique, on n'a pas trouvé d'autre alternative globale à la régulation du marché que la régulation par l'État. Or le libéralisme et l'étatisme sont deux faces d'un même processus d'aliénation. L'émancipation suppose donc de penser un double mouvement de dépassement, du libéralisme et de l'étatisme. Il ne s'agit plus de jouer l'État contre le marché, mais d'opposer l'appropriation sociale à l'appropriation privée. Il convient ainsi de promouvoir une logique publique, à la fois contre la logique marchande-concurrentielle et contre la logique étatique-administrative. L'ambition s'élargit : on passe d'une régulation par l'échange ou par la contrainte à une régulation par les droits.

Dès l'instant où l'on s'engage dans cette voie, le concept de liberté s'étend. Elle n'est plus une question à part, mais une logique cardinale de la société elle-même. La société du libre développement de l'individu ne repose pas sur l'accumulation infinie des biens, des marchandises et des signes abstraits de richesse, mais sur le développement durable des capacités humaines. Elle ne se fonde pas d'abord sur l'édiction hétéronome de la norme, mais sur la construction de l'autonomie, dans le cadre général d'un réseau des droits individuels et collectifs. Elle ne nous contraint pas à choisir entre

l'égalité et la liberté, mais à penser indissolublement les deux termes : l'horizon, c'est donc "l'égaliberté".

b. Plus généralement, nous voilà tenus de passer d'une pensée des essences (ou des entités absolues) à une pensée des processus : moins la liberté que la libération ; moins la libération collective des groupes que l'émancipation des individus. On a voulu libérer les peuples et on a oublié l'auto-émancipation des personnes : au bout du chemin, la liberté est perdue.

**On a voulu libérer
les peuples
et on a oublié
l'auto-émancipation
des personnes : au bout
du chemin, la liberté
est perdue.**

Pensée des processus, donc pensée des contradictions : la démocratie n'est ni bourgeoise ni prolétarienne en bloc ; les structures historiques de politisation (les partis) ne sont ni aliénantes ni libératrices en bloc. Proclamer l'obsolescence de la "forme parti" ne suffit pas, si l'on ne décèle pas ce qui en a fait la force et la fonctionnalité. Le révolutionnaire n'abolit pas ; il crée les conditions du dépassement. Le dépassement n'est pas le grand bond ; en cela, il peut se rapprocher du gradualisme des petits pas. Mais il ne partage avec le gradualisme que la forme (la progressivité) ; il s'éloigne de lui sur la dynamique : toute société est complexe mais elle est à dominante ; on ne change que si l'on passe d'une dominante à une autre ; le passage, pour être graduel, n'en est pas moins global ; c'est donc la cohérence transformatrice qui est la clé de la distinction fondamentale de la rupture et de l'accommodement ou adaptation, du "réformisme" et de la "révolution".

3. Dans un processus, ce qui compte c'est à la fois le but et le mouvement qui y conduit.

À la fin du XIX^e siècle, pour "réviser" Marx, Édouard Bernstein disait que le but (le communisme) n'est rien et que le mouvement est tout, ce qui a longtemps été la justification théorique du réformisme social-démocrate. Il avait tort, mais l'affirmation contraire n'est pas plus vraie : le but sans le mouvement est une abstraction ; le mouvement sans le but peut se retourner en son contraire. En adaptant le capitalisme, on reproduit à l'infini ses mécanismes ; en retournant contre le capitalisme ses armes, on le reproduit aussi. L'étatisme absolu de la méthode soviétique n'a pas débouché au final sur du post-capitalisme, mais sur du capitalisme... sauvage et primitif. Pas de liberté pour les ennemis de la liberté ? À terme, cela revient à : pas de liberté pour les opprimés ; partant, pas de liberté du tout.

Le mouvement et le but ou, si l'on préfère, la fin et les moyens. Passer d'une pensée des essences à une pensée des processus, c'est aussi passer d'une culture de "l'anti" à une culture du "post". L'étatisme peut-être un antilibéralisme ; il n'est pas un post-capitalisme. De même, le contre-pouvoir n'est pas la subversion du pouvoir ; il peut en être même la soupape de sécurité.

4. Limite du recours à la tradition.

Elle est nécessaire : pas d'avenir sans passé assumé. Par exemple, celui du communisme historique (pas seulement théorique). Mais il ne suffit pas de passer d'un totem à une autre : de Staline à Lénine, de Lénine à Luxemburg, de Marx à Proudhon.

Ni négation, ni répétition. S'enraciner dans une histoire ; la penser et la vivre autrement. Pour ma part, mon choix dans la durée est irréversible : mon parti pris est celui de la refondation.

Liberté(s), égalité, État, démocratie

Discussion

Samuel Joshua relève « le surgissement de la question de l'individu. C'est le fil à partir duquel on peut comprendre beaucoup d'autres éléments ». Il insiste également sur la nécessité de ce qu'il appelle des « gisements de communisme », du point de vue des pratiques, du point de vue des relations des uns avec les autres », « que ce soient l'autogestion des entreprises, les pratiques démocratiques, des pratiques égalitaires ». S'interrogeant sur libertés-droit-État, il pense que « dans une société communiste, il va rester un droit, un droit officiel, un droit juridique, un droit positif comme disent les juristes. (...) D'où la différence avec les anarchistes, par exemple. (...) Si la question des relations des gens entre eux, donc la politique, subsiste, si le droit subsiste, il y a un État. »

Rémi Jean, pour sa part est « très réservé sur l'idée qu'on puisse concevoir une société sans État. (...) parce que de toutes façons il faut bien des institutions qui règlent la vie collective des sociétés et que ces règles soient élaborées d'une certaine façon qui permette, en l'occurrence, qu'il y ait un maximum de libertés. (...) Dans toute notre histoire sociale par exemple, un certain nombre de droits, de libertés, ont pu être gravés dans le marbre et avoir force de loi, justement parce qu'elles ont été, à un moment donné, décidées au niveau de l'État. (...) » R. Jean mentionne la « série de questions de libertés qui se posent dans les débats parlementaires actuels » pour ajouter que « La condition du développement des libertés, c'est la démocratie. (...) Quels sont les processus organisés qui vont permettre aux délibérations collectives d'être le plus représentatives possible et d'aboutir à des décisions qui soient les plus représentatives de l'opinion de la majorité de la population ? »

Pour **Nanie Bellan**, il s'agit « de se mettre dans un processus qui vise au dépérissement de l'État : de façon progressive, et surtout avec une autonomisation des individus dans ce mouvement, tout en visant le communisme, c'est-à-dire le dépérissement de l'État. Il s'agit d'enclencher ce processus-là ». Pour elle, « la question du pouvoir est essentielle, au sens où ce qu'il faut viser aujourd'hui, c'est faire en sorte que les individus, dans ce processus, se sentent de plus en plus comme le lieu d'exercice du pouvoir, eux, et d'exercice de la démocratie, eux. »

Sylvie Pillé s'appuie sur l'histoire pour illustrer que « le problème n'est pas "la liberté" ou plutôt effectivement "les libertés", mais plutôt de "qui définit" les libertés » : « Entre la révolution de 89, qui met en avant justement la valeur de liberté, donc la liberté d'entreprendre, et la révolution de 93, où les sans-culottes, quand ils réclament la loi du maximum pour limiter la hausse des prix de première nécessité, réclament précisément une limitation des libertés. Et il me semble que dans un mouvement communiste, ce qu'on devrait mettre en avant justement, c'est ce problème d'égalité des hommes et d'égalité des droits de tous. Une société où l'on mettrait en avant un certain nombre de libertés, je crains que ce ne soit la définition d'un État libéral, finalement, où c'est la liberté des puissants qui l'emporte sur la liberté des pauvres. Donc, limiter un certain nombre de libertés, cela ne me gêne pas du tout. »

Jacques Lerichomme considère que « La question et de la démocratie et du parti sont des questions absolument fondamentales ». Il est un « problème qu'on devrait se poser maintenant à tout moment, et qui est : Quand on met un pouvoir en place, quel est le contre-pouvoir qui est immédiatement mis en place ? (...) Pluralisme "à l'intérieur du parti", mais pluralisme "des partis" dans la société. » Il rappelle ainsi l'expérience de la Révolution des oeilletons où la Confédération syndicale des travailleurs portugais voulait interdire les journaux bourgeois hostile à la Révolution, contre d'autres avis au nom de la démocratie.

Bernard Calabuig souhaite que soit approfondie « la question du pouvoir d'État et de l'appareil d'État (...). L'État, ce n'est pas un arbitre, c'est un outil, l'appareil d'État, pour perpétuer les dominations dans une société. » Il ajoute que « ce qui a failli au XX^e siècle, (ce sont) les deux variantes, le stalinisme et l'appareillage social-démocrate, pas le communisme. (...) avec une fausse conception de l'État, d'un État centralisateur qui obtient toute la puissance sociale de la société pour redistribuer, pour faire de la justice sociale. On ne règle pas les problèmes d'aliénation au travail, etc. On fait de l'égalitarisme, on ne fait pas de l'égalité. » Laurent Lévy et Roger Martelli reviennent ensuite sur les questions soulevées.

Rien ne va plus !

L'affaire Cahuzac, dépasse de loin l'évènement. Elle vient s'ajouter au ressentiment largement partagé. "Tous les mêmes" est dû à l'expérience de l'alternance et à la désillusion devant l'ac-caparement des pouvoirs par une "élite". Il n'y a pas là que le risque populiste. Rarement le discours officiel et médiatique aura été si déconnecté de l'état d'esprit ambiant. Ressentiment aussi, ne nous le cachons pas, à l'égard de ceux qui jusqu'à présent font preuve d'impuissance. L'exaspération est telle que même les faits divers sont marqués par des gens qui pètent les plombs. La confiance n'existe plus. Pas seulement envers le PS, la confiance tout court. Cahuzac est un tricheur, soit. Mais lorsque PSA cache que désormais sa première source de profits n'est plus l'industrie mais l'activité bancaire, il ne triche pas ? Lorsque le chef de l'État préconise des "efforts" et n'en demande pas aux actionnaires, il ne triche pas ? Lorsque l'on transforme le mot "surexploitation" en "compétitivité", on ne triche pas ? Toutes les astuces étant permises, la frontière entre légalité et illégalité devient perméable. L'image de la politique entre les mains des profiteurs éclate au grand jour. Symboliquement, la fonction présidentielle et celle du gouvernement perdent de leur légitimité. Le caractère fictionnel de la démocratie représentative nous saute à la figure.

Deux possibilités en découlent : l'écœurement et la défiance envers toute démocratie ou, au contraire, un affaiblissement des principes d'autorité devant la communauté des bafoués et une nouvelle légitimité de l'opinion publique. Une course de vitesse est engagée entre ces deux possibles diamétralement opposés.

Une myriade de "petites" recherches d'une autre logique traverse luttes, débats, essais. Pour l'instant, elles restent marginales, mais le nouveau naît toujours

dans les marges. Ces recherches, parfois contradictoires, sont toutes l'expression d'une aspiration à dégager une nouvelle autonomie populaire. Un enjeu s'en dégage : quelle force va correspondre à ce phénomène en lui ouvrant la possibilité de devenir action collective ? Qui va s'inscrire dans ce réel naissant et sortir des méthodes éculées ?

Les luttes doivent-elles continuer à réclamer auprès de ceux dont la fonction est d'être sourds ? Attention à l'usure et au découragement qui peuvent en découler.

Une myriade de "petites" recherches d'une autre logique traverse luttes, débats, essais. Quelle force va correspondre à ce phénomène en lui ouvrant la possibilité de devenir action collective ?

Les luttes doivent-elles continuer à réclamer auprès de ceux dont la fonction est d'être sourds ? Attention à l'usure et au découragement qui peuvent en découler. Comment toute lutte investit-elle explicitement la transformation de la société et dessine un nouvel espace public politique ? Concrètement, comment ne pas se plier aux règles et disputer pied à pied le pouvoir au capital ? Les dirigeants ont failli, la légitimité revient au peuple. L'IVG a été obtenue quand des femmes et des médecins sont passés aux actes sans demander la permission.

N'est-il pas temps de faire de la Révolution citoyenne un objectif ? Une 6^e République ne se fera pas en la réclamant mais en inversant concrètement les rapports aux institutions : ce sont elles qui doivent obéir. Comme en 1936 et en 45. Tant qu'elles demeureront à l'abri de l'intervention directe des actions populaires, elles ne seront pas démocratiques. "Prenez le pouvoir" ne peut rester un slogan électoral.

Plus facile à dire qu'à faire ? Raison de plus pour oser faire de toute actualité le point de départ d'une telle remise en question. N'attendons pas d'avoir réponse à tout pour nous y engager ; c'est en avançant que l'on dégage l'horizon. Avant même de réussir, affronter le problème changera le rapport des forces.

● Pierre Zarka





Cerise rouge. La lecture des deux tomes - une somme - que consacre Pierre Juquin à Louis Aragon m'a donné envie d'une seule chose : les relire. Pour qui ne lasse pas de retraverser un XX^e siècle qui n'en finit pas, de se retrouver en compagnie de l'un de ses plus grands poètes et romanciers, d'y recroiser des hommes et des femmes dans leurs combats et leurs errances, les deux ouvrages *Aragon, un destin français* (Éditions de la Martinière), raviront le lecteur. Au fil de ces 1 500 pages, un Pierre Juquin habile - est ce étonnant ? - mêle poésie et politique dans le même chant, réveille des vers oubliés, exhume des textes inédits, commente, égratigne. Il y est affectueux, rigoureux avec ce Louis et ce parti qu'il a connus, enfants chéris de ce qu'il nomme le communisme historique. Et n'est pas complaisant quand il sent que là... Pierre Juquin a mis sa part de subjectivité, d'humour, quelques traits un peu vaches, du mercurochrome. Avec lui, Aragon n'est pas une icône, mais le personnage d'un grand roman qu'on aime encore mieux. « *Il y a toutes sortes de gris* », écrivait Aragon qui savait de quoi il parlait. Ces Juquin-là sont gris perle.

Kirsche. Encore un mot. Le chapitre 68 (tome 2 - pages 223-224), intitulé "L'équation d'Aurélien", comporte une énigme : une histoire de malle disparue. À l'automne 1945, Aragon retourne à Villeneuve-lès-Avignon, où il a caché des caisses contenant sa «bibliothèque d'exilé» avant d'entrer dans la clandestinité. « *En 1943 - ou 1944 -, les Allemands - ou la Milice - ont perquisitionné la maisonnette ; ils ont emporté une malle neuve.* », écrit Pierre Juquin, qui précise que lors de son retour, Aragon retrouve dans une vieille valise en bois les lettres que Matisse lui a écrites en 1941 et 1942. Mais pas la malle neuve, dans laquelle il y avait « *un manuscrit d'Aurélien* ». La Gestapo a-t-elle pris ce manuscrit ? Les archives de la bureaucratie allemande pourraient-elle parler ? Et si nous retrouvions cet *Aurélien* qui nous appartient tous ?

Cereza. À propos d'objet précieux disparu, une valise contenant des négatifs de la guerre d'Espagne, considérée comme perdue, a été retrouvée au Mexique il y a quelques années après bien des tribulations. Cette valise "mexicaine" contenait trois boîtes de rouleaux de pellicule et un extraordinaire trésor : 4 500 négatifs d'images, prises entre 1936 et 1939 par Robert Capa, Gerda Taro et David Seymour (dit Chim), célèbres photographes totalement investis dans la cause républicaine, qui ont pris des risques considérables (Gerda Taro y perdra la vie) et jeté les bases du photojournalisme engagé. L'exposition, réalisée par l'*International Center of Photography* de New York, est présentée pour la première fois à Paris, au Musée d'Art et d'Histoire du Judaïsme. Les images dévoilées nous montrent aussi Guernica photographiée avant et après son bombardement. Elles rappellent qu'en 1937, les avions allemands de la Légion Condor nazie ont martyrisé la population civile espagnole. Elles nous apprennent que les catholiques basques avaient épousé la cause républicaine. Le musée présente de nombreuses unes (dont celle sur Dolores Ibárruri, La Pasionaria, figure communiste espagnole) et articles du journal communiste *Regards*, auquel collaborait régulièrement les photographes. C'est du 27 février 2013 au 30 juin 2013.

MAHM. Hôtel de Saint-Aignan 71, rue du Temple. 75003 Paris. Ouvert tous les jours sauf samedi.

Bigarreau. La valochette planquée de Jérôme Cahuzac ayant été découverte, l'ancien Monsieur Propreté-Austérité a précisé, lors de sa vraie-fausse confession, « *avoir confié à son avocat le soin de régler le problème juridique* » de son éventuel renoncement à ses indemnités de ministre. C'est que le butin risque d'être confisqué. « *La vie politique n'a de sens que si on est élu* », a-t-il ajouté. *No comment.*

Cerise mystère.



Réponse : B

- A. Roulements à billes pour pédalo.
- B. Valise mexicaine : la boîte rouge © *International Center of Photography*.
- C. Vestige de la guerre des boulons.

● Philippe Stierlin



Le siècle des poètes communistes

Le XX^e siècle fut le siècle des poètes communistes. Le nombre de poètes, parmi les plus grands, qui furent communistes, parfois pendant quelques années mais souvent toute leur vie, avec ou sans carte, est si important qu'il mériterait d'être remarqué. Vladimir Maïakovski, Louis Aragon, Paul Eluard, Bertolt Brecht, Tristan Tzara, Pablo Neruda, Cesar Vallejo, Nicolas Guillen, Nazim Hikmet, Yannis Ritsos, Rafael Alberti, Roque Dalton, Jacques Roumain, Ai Qing, Nguyen Din Thi, Edoardo Sanguineti, Hugues MacDiarmid, Mahmud Darwich, Samir Al Qassim, Jack Hirschman... Et je pourrais en citer beaucoup d'autres.



Ai Qing, le grand poète chinois après la révolution

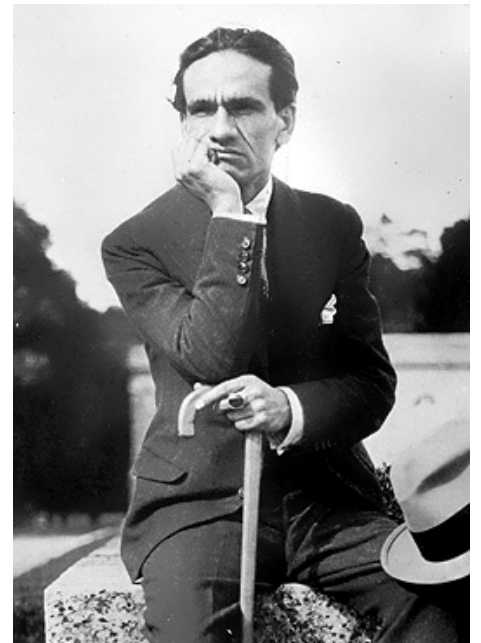
La raison en tient sans doute à ce que j'appelle la "poétique du communisme".

À son plus haut, le communisme ne fut pas seulement une politique, diversement incarnée par des partis, ni un système social que des peuples ont tenté de construire sur un tiers du globe. Ce fut une espérance collective. Certains diront même une religion. Le mot ne me choque pas s'il est débarrassé de toute dimension mystique pour être défini simplement comme une foi capable d'unir des millions d'hommes et de femmes dans une commune espérance.

C'est Antonio Gramsci qui disait de la philosophie qu'elle ne pouvait être vécue par les plus larges masses que comme foi. (La foi peut être dangereuse, nous le savons. Et elle doit s'accompagner de la critique vigilante de la raison, mais c'est la foi qui soulève les montagnes et fait les révolutions...)

Cette espérance ne se réduit pas à l'utopie. (Même si l'utopie dont les pères fondateurs du marxisme voulaient nous guérir est souvent revenue par la fenêtre dans l'histoire réelle du communisme dit scientifique..)

Les poètes, d'ailleurs, même s'ils sont volontiers enclins au rêve, ne sont en général guère portés sur l'utopie. C'est une remarque pertinente que fait Jean Marcenac dans son essai sur Neruda publié chez Seghers. Le royaume des poètes, à quelques exceptions près, ce n'est pas le territoire céleste des coquecigrues théoriques mais le monde de l'univers sensible. Et leur activité



Cesar Vallejo, poète péruvien

favorite ne consiste en général pas à bâtir des châteaux en Espagne, mais plutôt à essayer, à travers leurs images et leurs vers, de rendre compte de notre présence sur Terre, de nos sentiments, de nos émotions, de nos idées. (Au point qu'on pourrait parfois penser que le poète, à la différence du romancier, ne fait guère œuvre d'imagination ; il se limite le plus souvent à transposer ce qu'il a vécu et ressenti, à essayer de dire juste.) En fait, le véritable domaine du poète est celui du "rêve éveillé", d'où le mélange que l'on retrouve toujours, chez tous mais dans des proportions variables, de réalisme et d'irréalisme. (C'est Neruda, dans *J'avoue que j'ai vécu*, qui écrivait : « Le poète, s'il n'est pas réaliste, est un écrivain mort. Mais le poète qui ne serait que réaliste serait lui aussi un écrivain mort. ») ●●●

●●● Mais au-delà de cette question toujours très controversée et qui relève de l'esthétique, il y a un point commun à tous les poètes communistes et par lequel ils nous intéressent dans le cadre de cette chronique dont le lecteur attentif aura remarqué qu'elle est centrée sur la question (peut-être pas insoluble, mais en tout cas, inépuisable) du bonheur.

À la déjà vieille question rimbaldienne de la « *magique étude du bonheur que nul n'élude* », les poètes communistes, dans leur très grande diversité, ont apporté une même réponse. Pour eux, de façons certes très différentes, la recherche du bonheur personnel est liée au combat pour le bonheur commun. L'un ne se résume pas dans l'autre, mais ils ne vont guère l'un sans l'autre. On ne peut être complètement heureux de-

vant le spectacle du malheur commun. Notre bonheur et notre liberté dépendent aussi du bonheur de tous. Certes la conquête du bonheur commun ne résout pas tous les malheurs individuels, mais elle y contribue... Et il y a un bonheur de participer à la lutte commune pour le bonheur.

C'est là une position poétique neuve. Avant, la posture classique d'Horace à Ronsard, faisait de la recherche du bonheur une affaire avant tout individuelle. Fondée notamment sur la philosophie d'Epicure et sa quête de l'harmonie, de la paix du corps et de l'esprit, l'ataraxie. Au XIX^e siècle, avec la crise dans les rapports "individus / société" inaugurée par la modernité, la magique étude du bonheur semble ne plus être compatible avec la vie sociale, le destin commun. Elle peut même conduire à fuir la société.

Avec les poètes révolutionnaires du XX^e siècle, la donne change. Sans se confondre, le "Je" peut à nouveau se conjuguer au "Nous" ; non pas dans la simple glorification du présent, mais dans le projet de transformer le monde. Et de transformer l'humanité. L'homme, pour le marxisme, n'est plus seulement une créature, c'est un créateur. Il est produit par ses circonstances mais il les produit aussi et les produisant, il se produit lui-même. Au fond de l'humanisme marxiste (qui constitue une grande tradition philosophique, en partie occultée en France du fait de l'althussérisme), l'humanité se définit par son processus d'autoproduction. S'il y a une transcendance qui conduit l'homme à chercher toujours à se dépasser, à se libérer de ses limitations et de ses aliénations, c'est en fait d'une auto-transcendance qu'il s'agit. L'avenir de l'homme, c'est l'homme.



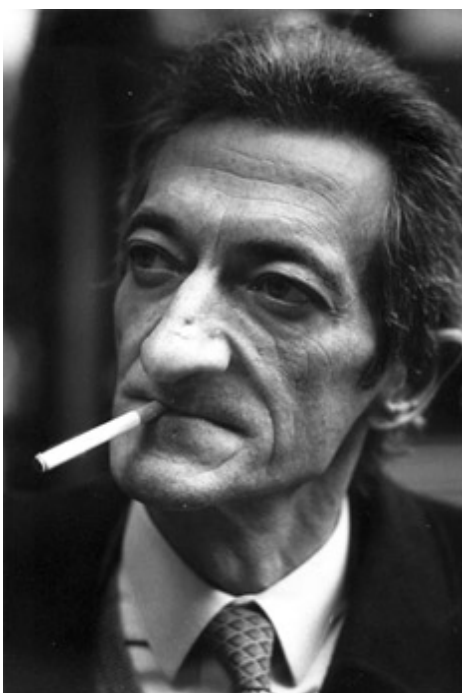
Paul Eluard

En termes poétiques, cela a souvent conduit les poètes communistes à chercher à dépasser l'opposition entre le satirique et le lyrique, le lyrique et l'épique, pour développer parfois ce que Mahmud Darwich, inspiré par l'exemple de Ritsos, appelait une poésie « *épico-lyrique* ».

Ils l'ont fait en partant d'expériences vécues et d'héritages poétiques différents, avec des tempéraments très différents et parfois même opposés. Il y a ainsi des poètes profondément mélancoliques, (et plus sensibles à la tristesse, comme Neruda, et au malheur, voire au désespoir, comme Aragon). Et d'autres plus naturellement portés à l'espoir ou au bonheur (comme Eluard ou Brecht). Mais tous vont de l'un à l'autre, sans cesse. Assument l'un et l'autre. Tous disent à la fois l'accord avec le monde et le désaccord. Tous, d'une certaine façon, ont tenté d'aller, selon la formule d'Eluard, « *de l'horizon d'un homme à l'horizon de tous* ». Et, chemin faisant, ils ont eu des formules, des intuitions, des pensées d'avenir sur des sujets comme le bien et le mal, la bonté, l'amour... Nous y reviendrons.



● **Francis Combes**



Edoardo Sanguineti, poète italien, a été député du PCI

Τυροπιτάκια

Que vont devenir les enfants ?

Efi, élève passionnée de danse classique depuis 10 ans, voudrait l'enseigner. Si possible dans sa ville natale. Ses parents sont en désaccord : pour la mère, Efi doit aller étudier dans une école privée, à Thessalonique ou à Athènes ; son père préfère donner à sa fille l'argent que coûteraient ces études pour qu'Efi ouvre son studio. Il a un argument massue : ils ne pourront pas financer les études et le studio. Assurer l'avenir d'Efi, c'est investir dans "son affaire".

« Jamais nos parents n'ont été placés devant de tels dilemmes ! Ce n'était pas mon idée de départ mais je ne pourrai ni économiser ni emprunter les fonds nécessaires. C'est ça, la Grèce de la Troïka, un pays où on sacrifie l'avenir des enfants ! »

Comme pour confirmer ce propos, ma cousine Theodora m'explique que sa fille - qui a obtenu son diplôme d'avocate en 2009 -, vient de décrocher son premier contrat dans un cabinet... pour un salaire mensuel de 500 euros.



● Nicole Dumitriu-Boitte

Bienenstich

Une nouvelle culture de la grève ?

9 avril. Plusieurs centaines d'employés du plus grand siège d'Amazon en Allemagne (Bad Hersfeld) en grève pour de meilleures conditions de travail, des augmentations de salaires et une convention salariale commune à *amazon.de*.

15 avril. Grève des employés de la sécurité à l'aéroport de Hambourg qui s'ajoute à celles, en mars dans plusieurs aéroports, des employés de la *Lufthansa* après les amputations de salaires et augmentations du temps de travail.

17 avril. Des millions de paquets et lettres en instance après l'échec des négociations salariales au sein de la *Deutsche Post AG*. Troisième round de négociations le 25 avril.

Mai. Des grèves sont annoncées dans le secteur du commerce de gros et de détail.

Pour la fondation *Rosa-Luxemburg* (1), qui avait organisé avec le syndicat des services *ver.di* en mars une conférence sur le thème du "Renouveau par la grève" (3 jours, 500 personnes), on assiste à une nouvelle culture, une féminisation et un élargissement de la grève à des secteurs comme les entreprises de nettoyage, ou aux migrants.

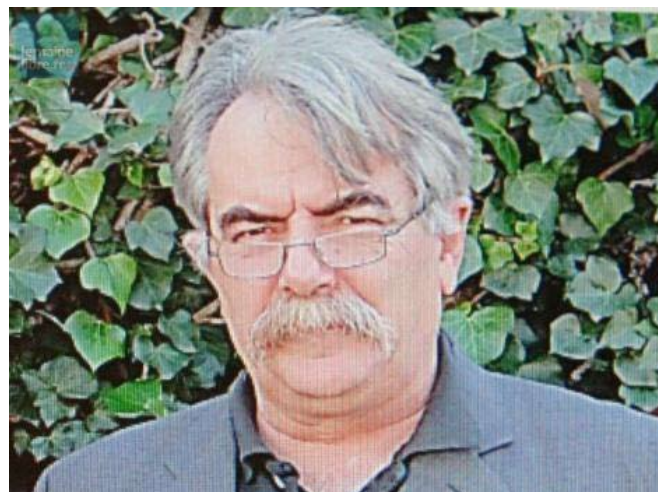
À suivre.



● Michèle Kiintz

(1) Créée en 1992 par le PDS, issu du Parti socialiste unifié de RDA, aujourd'hui partenaire de *Die Linke*.

Poursuivre le sens donné à notre vie



Lundi, nous apprenions la mort de Christian Martin. Le cœur a subitement lâché et il est parti sans douleur.

Pour nous la secousse est violente. Certains d'entre nous le connaissaient depuis plus de trente ans. D'abord à la Jeunesse communiste dont il avait été secrétaire en Charente maritime, puis au sein du PCF et de son Conseil national. Et c'est ensemble qu'il y a six ans, nous avons constitué l'Association des communistes unitaires.

Christian était de ceux que les déboires du XX^e siècle n'ont jamais fait renoncer, de ceux qui pensent que le communisme reste à inventer, que ce n'est pas l'individu qui doit se plier au monde tel qu'il est, mais que c'est le monde qu'il faut plier au désir de chacun. C'est ce qui a nourri nos discussions sans discontinuer. Au téléphone, dans les manifs, à la Fête de *L'Humanité*, en réunion, nous avons échangé sur nos réactions, nous avons confronté nos pensées pour les approfondir, et constaté que nous étions quasiment tout le temps sur la même longueur d'ondes. C'est ensemble que nous avons travaillé à ce que doivent être une visée, un idéal, une démarche partagée. Nous avons acquis la conviction que l'organisation collective ne doit être qu'un outil et non sa propre finalité. Nous sommes nombreux à avoir partagé avec lui les souvenirs parfois douloureux, parfois cocasses que réserve le fait d'être en marge, contestataires. À chaque fois, nous nous retrouvions, parfois maugréant, parfois pouffant de rire. Loin de la simplification abusive, il rendait sa pensée comme logique, quasiment évidente, qu'il présentait les yeux grands ouverts, avec l'air le plus innocent du monde.

Et puis Christian, c'était des mises en boîte mutuelles: il revendiquait fièrement sa superbe ignorance d'Internet et du téléphone portable.

Nous sommes tristes : c'est si soudain, comme si la foudre tombait d'un beau ciel bleu. Nous laisser tomber comme ça ! Notre pensée va à sa femme, Françoise, sa fille Elisa et à ses camarades de la Sarthe. Nous, nous poursuivons le sens que nous avons donné ensemble à notre vie. Salut Christian !

● Les Communistes unitaires

Image de la semaine

Envoi de l'auteur, Patrick Dalainé, à Cerises

● **Recomptage électoral.** Sans rire, les États-Unis ont demandé un recomptage des voix au Venezuela. Venant d'experts, comme on le sait, en matière de procédure démocratique pour élection présidentielle, on attendait effectivement leur verdict. Quoiqu'il en soit du discours US, c'est dans la rue qu'il se passe au Venezuela ces jours-ci. Il n'est pas écrit que les efforts de déstabilisation en cours - qui prennent maintenant entre autres la forme d'assassinats de membres du Parti socialiste uni (formation dont était issu Hugo Chavez) - ne subissent pas bientôt un revers populaire. Hypothèse strictement volontariste, bien sûr !

● **Attentat : gare aux mots !** Contrairement à une expression reprise par exemple dans *Le Monde* (certes entre guillemets), aucun « attentat musulman » n'a été commis à Boston, aux États-Unis, le 15 avril. Comme tout le monde le sait, plusieurs pistes sont envisagées : la piste d'un attentat commis par des djihadistes, la piste intérieure d'opposants à l'État fédéral ou celle d'organisations d'extrême droite. Que la bonne piste soit

la première ou une autre, l'attentat ne sera ni chrétien, ni musulman, ni bouddhiste...

● **Défaite des homophobes.** Les opposants au mariage homo ont perdu. Ils ont beau annoncer la poursuite de leur mouvement après l'adoption de la loi, annoncée pour le 24 avril, le cœur n'y sera bientôt plus. Et la défaite sera d'autant plus lourde que l'opposition de droite et d'extrême droite, et leurs satellites idéologiques, y auront mis beaucoup d'énergie. L'UMP fera durer la bataille par les procédés juridiques habituels, mais la France sera la semaine prochaine le 14^e pays à mettre en place le mariage pour tous, après la Nouvelle Zélande ce 17 avril. Préparons nos costumes !

● **Séminaire Communisme, la suite.** La prochaine journée du séminaire Communisme aura lieu samedi 1^{er} juin sur la journée (de 9 h 45 à 22 h), à l'Ageca (177 rue de Charonne à Paris 11^e - m^o Alexandre Dumas ou Charonne). Le déroulé détaillé est en cours de réflexion, mais prenez date et suivez l'info sur : www.comunistesunitaires.net

Cerises

publication de l'Association
des communistes unitaires

- Noyau -

Gilles Alfonsi, Gilles Boitte,
Michèle Kiintz, Roger Martelli,
Philippe Stierlin, Catherine Tricot,
Pierre Zarka.

cerises@plateformecitoyenne.net

Abonnement gratuit en ligne :
<http://plateformecitoyenne.net/cerises>

www.cerisesenligne.fr



MEDIAPART

